

**Unia Zentralsekretariat
Abteilung Vertrags- und
Interessengruppenpolitik**

Weltpoststrasse 20
CH-3000 Bern 15
T +41 31 350 21 11
F +41 31 350 22 11
<http://www.unia.ch>



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

INFO ÉCONOMIQUE

II/2012

D. Lampart / J. Corpataux (SGB/USS)

Info économique II/2012

1. Economie au ralenti, renchérissement négatif	3
1.1. Repli du PIB dans l'UE	3
1.2. Dégradation de la conjoncture suisse	4
1.3. La lourde hypothèque du franc surévalué	5
1.4. 2012, année difficile pour l'économie suisse.	6
1.5. Les perspectives du marché du travail demeurent difficiles	7
1.6. Les prix à la consommation continuent de baisser à cause du franc surévalué	8
2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives	9
2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière	9
2.2. Évolution des exportations de marchandises	10
2.3. L'hôtellerie-restauration et l'évolution des nuitées	12
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur	13
3.1. Le commerce de détail	13
3.2. Le secteur de la construction	14
4. Le marché de l'emploi et le chômage	17
4.1. Évolutions récentes de l'emploi et du chômage	17

Auteurs: D. Lampart et J. Corpataux

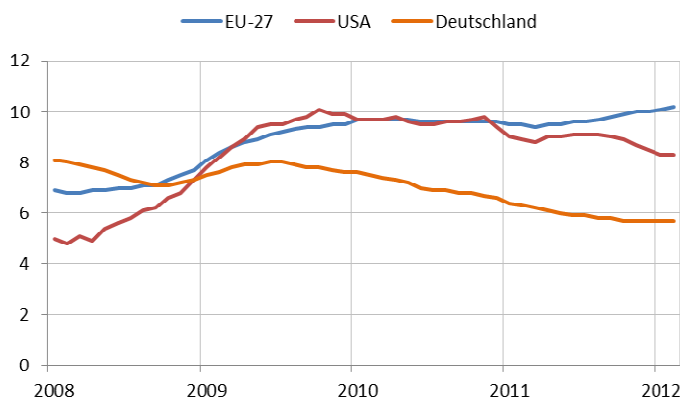
1. Economie au ralenti, renchérissement négatif

1.1. Repli du PIB dans l'UE

La conjoncture mondiale a été à la peine fin 2011. Dans la zone Euro, le produit intérieur brut a même diminué au 4e trimestre 2011 (-0.3%). Même l'Allemagne a accusé un repli (-0.2%). L'évolution est légèrement meilleure aux Etats-Unis qui ont enregistré une croissance de 0.7% sur la même période.

Le chômage a continué de s'accroître dans l'UE, ce qui était prévisible au vu des mauvais chiffres de l'économie. L'augmentation du chômage s'est poursuivie début 2012. Une personne sur dix est désormais au chômage dans l'UE des 27 (taux de 10,2% en février). Les forts taux de chômage des années 1990 sont de nouveau atteints. En Allemagne, le recul du chômage s'est en grande partie interrompu. La situation est extrême en Espagne, où près d'une personne sur quatre est sans travail (23,6%). Aux Etats-Unis, le chômage a légèrement reculé mais se maintient encore nettement au-dessus des niveaux antérieurs à la crise financière. La diminution du chômage aux Etats-Unis n'est due qu'en partie à la meilleure situation économique. Beaucoup de travailleuses et travailleurs, avant tout des jeunes, se sont retirés du marché du travail. Le taux d'emploi est tombé de 66% avant la crise à 64% à ce jour.

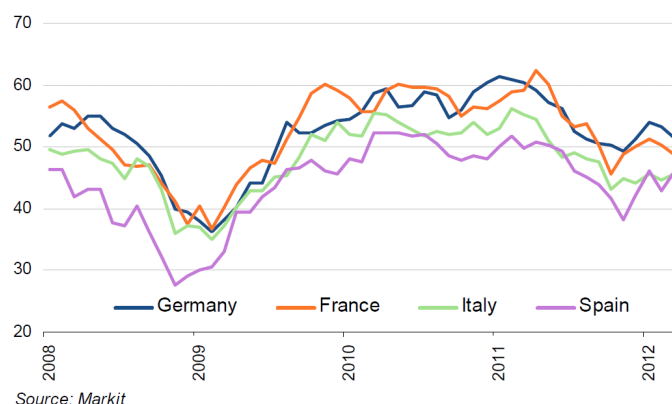
Graphique 1.1.1: Taux de chômage
(désaisonnalisés, en pourcentage)



Les causes de la faible croissance sont diverses. La situation sur les marchés de l'immobilier dans les pays ayant subi une crise immobilière (USA, RU, Espagne entre autres) ne s'est pas sensiblement améliorée. Dans les pays avec un chômage en forte hausse et des salaires sous pression (comme l'Espagne par exemple), l'endettement des ménages augmente même pour cette raison, ce qui freine les investissements. De plus, en cette crise financière, la politique financière expansive est devenue clairement restrictive dans de nombreux pays. Dans l'UE en particulier, l'économie est freinée par la politique publique de rigueur budgétaire.

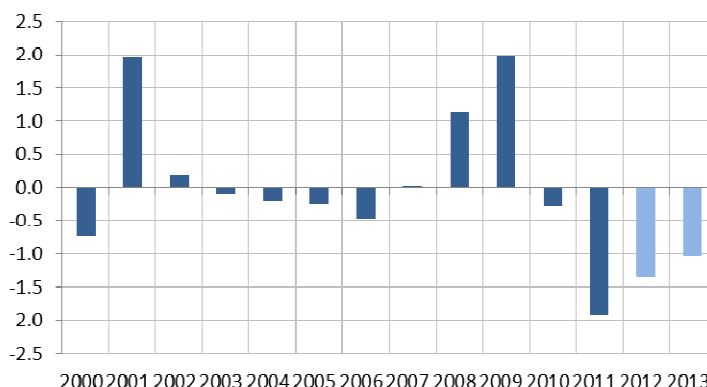
Les perspectives conjoncturelles demeurent difficiles au plan mondial. Les sondages des entreprises dans la zone Euro indiquent une stagnation de l'industrie. L'indice des acheteurs pour la zone euro, un indice relativement fiable à court terme, oscille autour de l'échelon 50. Les valeurs au-dessus de 50 sont synonymes de croissance, celles en-dessous de 50 indiquent une récession. Seule l'Allemagne atteint des niveaux supérieurs. L'Italie et l'Espagne sont nettement en-dessous de ce niveau, même si les résultats des sondages se sont quelque peu améliorés. L'économie des Etats-Unis devrait connaître la croissance mais les sondages auprès des ménages indiquent toujours des difficultés financières importantes. Concernant l'Asie, les informations sont quelque peu contradictoires. Certains sondages indiquent une stagnation pour la Chine tandis que d'autres permettent de conclure à une croissance persistante.

Graphique 1.1.2: Indice des acheteurs PMI dans la Zone Euro
(valeurs de PMI supérieures à 50 = expansion)



Il est toujours aussi difficile de prévoir comment l'économie continuera d'évoluer. Dans la zone euro, les politiques publiques de rigueur budgétaire dominent. Elles devraient priver l'économie d'une demande supérieure à un point de PIB. Or les ménages et les entreprises ne sont pas en mesure de compenser ce ralentissement de la conjoncture imposé par les politiques publiques. Le chômage a continué d'augmenter, ce qui ampute le pouvoir d'achat des ménages. Les entreprises sont très réticentes à accorder des augmentations des salaires effectives. Les mesures publiques encouragent en partie un abaissement des salaires (assouplissement des dispositions en matière de salaires minimums). Les problèmes persistants sur les marchés de l'immobilier s'y ajoutent. Les faibles taux d'intérêt et la baisse de l'euro par rapport au dollar et au yen appuient quant à eux la conjoncture.

Graphique 1.1.3 : Impulsions fiscales: Contribution de l'Etat au développement conjoncturel et pourcentage du PIB
(valeurs positives: stimulation, valeurs négatives: frein)



1.2. Dégradation de la conjoncture suisse

Selon les estimations officielles, la Suisse n'a enregistré qu'une croissance de 0.1% fin 2011 (par rapport au trimestre précédent). Cette estimation pourrait même encore s'avérer trop optimiste. Dé-

but 2012, la morosité de la conjoncture a persisté. C'est le résultat de deux évolutions opposées. Le bâtiment, par exemple, se porte toujours très bien. Les transports de personnes par rail connaissent aussi une expansion. Les exportations stagnent en revanche. Hormis l'horlogerie et la chimie, la quasi-totalité des autres secteurs ont moins exporté à l'étranger. Les nuitées d'hébergement diminuent aussi. Les chiffres d'affaires du commerce de détail sont négatifs en raison des baisses des prix. Ils stagnent même en données corrigées des variations des prix et ce, malgré l'accroissement de la population. La production industrielle est, quant-à-elle, en baisse.

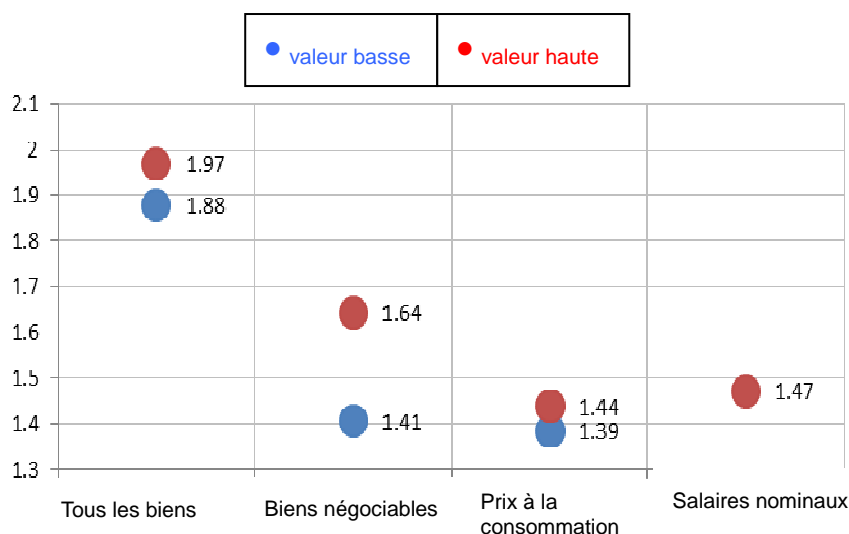
1.3. La lourde hypothèque du franc surévalué

Le franc demeure fortement surévalué malgré l'introduction du seuil de 1,20 CHF pour 1 euro, comme le révèle par exemple la comparaison des prix avec l'étranger. Si les prix en Suisse et à l'étranger sont de même niveau convertis en francs, la cotation du franc est équitable. On parle de parité du pouvoir d'achat. Or il est difficile d'identifier la parité du pouvoir d'achat. De nombreux produits ne sont pas négociables au plan international parce qu'ils sont liés au lieu comme dans le cas des logements (loyers), par exemple. Des droits de douane élevés sont prélevés sur certains produits (denrées alimentaires). De plus, les impôts indirects tels que la TVA varient d'un pays à l'autre.

Si l'on compare tous les produits et services (logements compris), la parité franc-euro devrait se situer entre 1.88 et 1,97 CHF pour un euro afin que les prix soient les mêmes en Suisse et à l'étranger. Ce taux est en grande partie imputable aux loyers qui sont plus élevés dans ce pays fortement peuplé qu'est la Suisse. Si l'on se limite aux biens négociables au plan international, le cours "équitable" est plus faible en fonction des catégories de produits de l'Office fédéral de la statistique, à savoir entre 1,41 (pour le mobilier p.ex) et 1.64 pour un euro (appareils électrotechniques et optiques). Ces comparaisons incluent toujours les différences de TVA notamment.

On peut aussi comparer les salaires mais les différences entre les systèmes d'assurances sociales pourraient distordre les résultats. Il faut comparer des pays similaires, entre autres en raison de la structure de l'économie. Si l'on compare les salaires dans l'industrie allemande aux salaires dans l'industrie suisse, la parité franc-euro "équitable" serait d'environ 1,47CHF pour un euro.

Graphique 1.3.1 : Estimation de la parité franc-euro "équitable" par comparaison internationale des prix



La Banque nationale a pour mission claire d'agir dans cette situation. L'article 5 de la Loi sur la banque nationale suisse impose à celle-ci de garantir la stabilité des prix tout en tenant compte de l'évolution conjoncturelle. Le 6 septembre, la BNS a certes introduit le taux plancher de 1.20 CHF pour un euro mais depuis, elle reste passive bien que les prix à la consommation baissent et devraient encore baisser de 0.6% en 2012 selon les prévisions de la BNS alors que le chômage augmente. En Suisse, les prix ne sont pas stables et la conjoncture laisse à désirer. Pis encore, le pays risque la récession et la déflation.

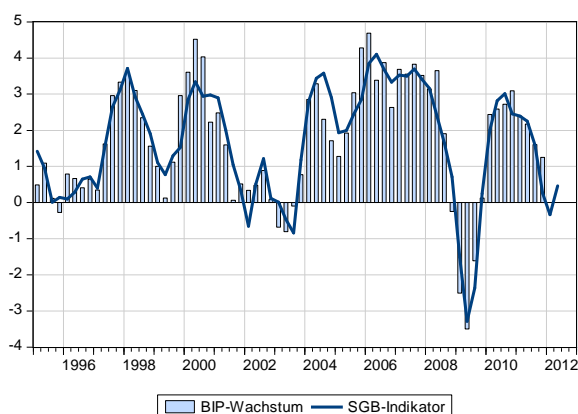
Les conséquences seront lourdes si le franc reste aussi fort. Des modélisations révèlent en effet que les exportations seraient aujourd'hui supérieures de 6% environ sans le franc fort. Cette situation devrait s'aggraver à l'avenir. Le tourisme continuera de perdre des clients et de devoir faire des concessions sur les prix. Dans l'industrie, plus particulièrement dans l'industrie des machines et du métal, les difficultés de ventes et de rendement vont s'accroître. Ces conséquences se feront sentir de plus en plus fortement dans les mois à venir.

1.4. 2012, année difficile pour l'économie suisse.

Bien que la situation conjoncturelle se soit légèrement améliorée, l'année 2012 sera une année tout sauf simple pour l'économie suisse. La morosité économique dans l'UE alliée au franc surévalué pèsera sur les exportations et le tourisme. Même pour le commerce de détail, une relance des ventes ne pourrait être possible qu'avec des concessions sur les prix. Les perspectives de l'emploi restent difficiles, ce qui grève l'évolution du pouvoir d'achat. La croissance de la consommation restera donc faible. Cependant, comme le parc de logements accuse un retard sur l'évolution démographique, l'activité de construction ne devrait pas s'infléchir. Les faibles taux d'intérêt appuient aussi l'activité.

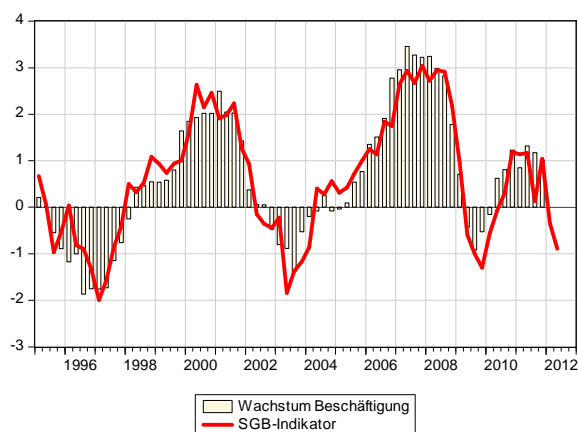
Les incertitudes des prévisions demeurent importantes. Si l'économie de la zone euro se dégrade, l'économie suisse en subira aussi les conséquences. L'USS table pour 2012 sur une faible croissance du PIB de l'ordre d'un demi-point. Les indices se sont légèrement améliorés. Nous pouvons désormais espérer que la croissance du PIB suisse ne basculera pas dans la récession. Le taux de chômage devrait augmenter dans la moyenne annuelle (3.4%). Les chiffres relativement bons du mois de mars sont sans doute à mettre sur le compte de la météo clémente et dépassent l'évolution effective. Le franc surévalué se répercute sur le renchérissement (-0.7%).

Graphique 1.4.1: Indice du produit intérieur brut
(variation par rapport à l'année précédente)



Graphique 1.4.2: Indice de l'emploi

(équivalents à plein temps, variation par rapport à l'année précédente).



Prévisions conjoncturelles choisies

(indications en pourcentage)

	USS		KOF		SECO		Banque nationale Suisse	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Croissance du PIB	0.5	-	0.8	1.9	0.8	1.9	-	-
Taux de chômage	3.4	-	3.2	3.2	3.4	3.7	-	-
Renchérissement	-0.7	-	-0.4	0.8	-0.4	0.4	-0.6	0.3

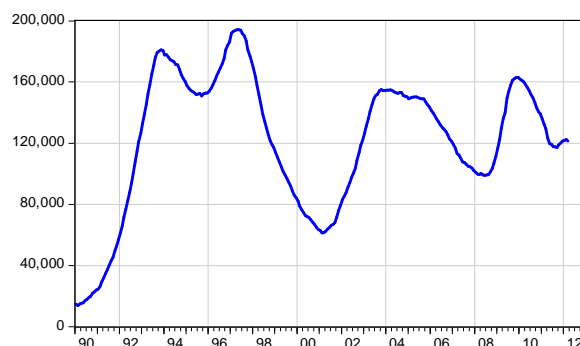
1.5. Les perspectives du marché du travail demeurent difficiles

Au mois de mars, le nombre des chômeurs a pour la première fois légèrement baissé depuis octobre 2011 après exclusion des facteurs saisonniers. C'est un point positif, mais il serait prématuré de conclure à une tendance à l'embellie. En effet, une partie au moins de la baisse du chômage en mars est à mettre sur le compte des conditions météorologiques. Une autre partie peut s'expliquer par des causes statistiques: l'entrée en vigueur de la 4e révision de la LACI s'est traduite par de nombreuses radiations qui ne peuvent être interprétées que partiellement comme un facteur dit saisonnier dans le processus de dessaisonnalisation.

Les entreprises font état de sureffectifs dans plusieurs branches importantes telles que l'industrie, le commerce de détail ou l'hôtellerie-restauration. La situation est meilleure dans la construction, dans les assurances ou les branches de services que sont les transports et les communications. Le nombre de postes à pourvoir est globalement toujours à la baisse.

Les perspectives de croissance de l'économie suisse sont moroses. Avec une hypothèse d'une croissance annuelle de la productivité de l'ordre de 1,5 à 2%, une croissance du PIB du même ordre serait nécessaire pour que l'emploi reste constant. Avec une prévision de croissance du PIB inférieure à 1%, il faut s'attendre à des suppressions d'emplois. Le chômage devrait augmenter avec une telle situation. L'USS table sur un taux de chômage de 3,4% pour 2012.

1.5.1 : Nombre de chômeurs enregistrés (désaisonnalisé)



1.6. Les prix à la consommation continuent de baisser à cause du franc surévalué

L'indice national des prix à la consommation est à la baisse depuis novembre 2011. En mars 2012, il était en repli d'un point par rapport à l'année précédente. Le franc surévalué entraîne une baisse du niveau des prix suisses. En l'espace d'un an, les prix des produits étrangers ont baissé de 3,6% malgré la hausse du cours du pétrole. Les prix des produits suisses, en revanche, stagnent.

Du point de vue macroéconomique, les avantages sont à première vue nombreux lorsque les fabricants étrangers et leurs importateurs répercutent les avantages en matière de changes sur les produits qui ne sont pas fabriqués en Suisse. Ainsi, la répercussion des avantages en matière de changes sur les voitures ou les ordinateurs renforce le pouvoir d'achat intérieur, par exemple. La situation devient cependant problématique s'ils concernent des produits qui sont aussi fabriqués en Suisse. En raison de la situation extraordinaire des changes, les producteurs suisses ne seraient plus compétitifs et acculés à la fermeture dans le cas extrême.

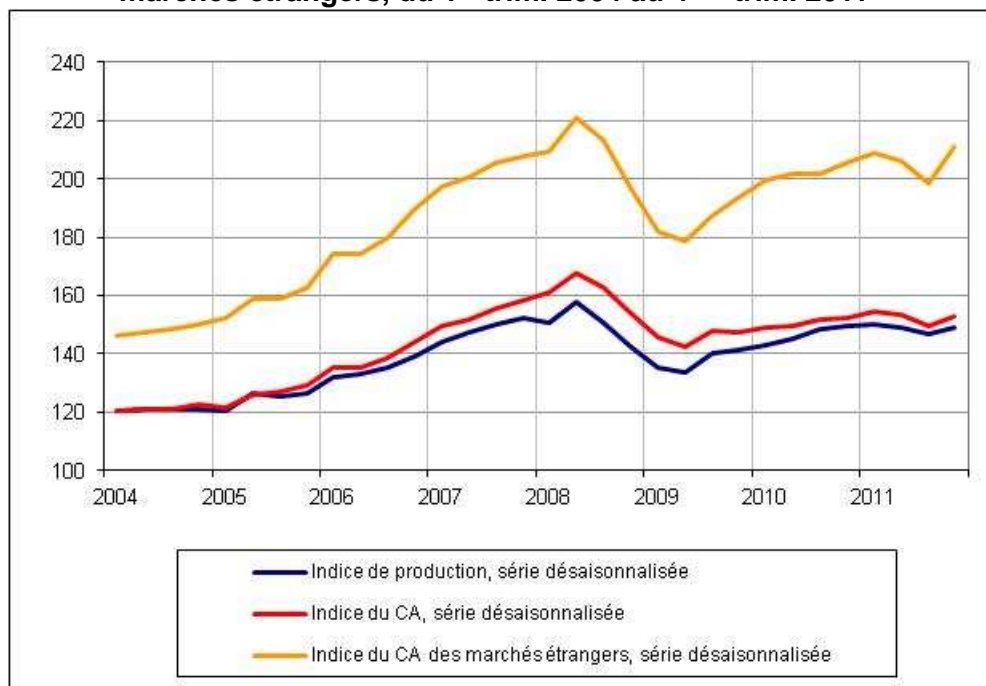
Si le franc n'est pas dévalué, le niveau des prix suisses continuera d'évoluer vers le niveau étranger. L'USS table pour 2012 sur un recul de l'indice national des prix à la consommation de 0.7%.

2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives

2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière

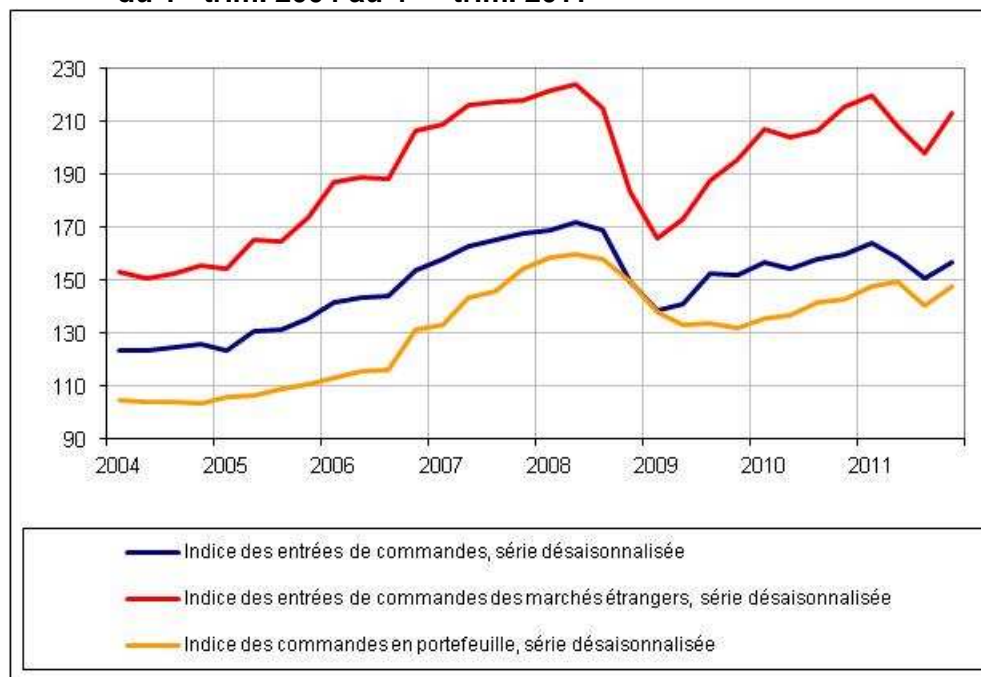
Après une très bonne phase de croissance (2004-2008), à laquelle la crise financière et économique a brutalement mis un terme dès la deuxième moitié de 2008, l'industrie manufacturière helvétique ne redémarre vraiment qu'une année plus tard. En effet, à mi-2009, l'ensemble des indicateurs -- que ceux-ci concernent la production, le chiffre d'affaires ou les commandes -- s'orientent à nouveau à la hausse. Néanmoins, après quasi deux années de reprise et de croissance -- et ce jusqu'au premier trimestre 2011 --, ces mêmes indicateurs étaient à nouveau plus ou moins fortement orientés à la baisse entre le 1^{er} et le 3^e trimestre 2011. Prise en tenaille entre un franc fort et un climat économique incertain, l'industrie manufacturière semblait afficher quelques signes d'essoufflement. Or, après avoir marqué le pas au cours de l'année 2011, l'industrie manufacturière helvétique semble reprendre du poil de la bête : au 4^e trimestre 2011, l'ensemble des indicateurs précédemment mentionnés enregistrent en effet un rebond haussier (Graphiques 2.1.1 et 2.1.2). Ce rebond est-il durable ? Et surtout concerne-t-il l'ensemble des branches industrielles exportatrices ? Ou n'est-il que le résultat de très bonnes performances réalisées dans l'une ou l'autre branche, plus particulièrement l'horlogerie et l'industrie pharmaceutique ? Dans la partie qui suit, une analyse détaillée des principaux secteurs d'exportation et de leur performance récente va nous permettre de mieux répondre à cette question.

Graphique 2.1.1 : Indices de production, du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires lié aux marchés étrangers, du 1^{er} trim. 2004 au 4^{ème} trim. 2011



Source : OFS, propre désaisonnalisation, à l'exception de l'indice de production.

Graphique 2.1.2 : Indices des entrées de commandes, des entrées de commandes liées aux marchés étrangers et des commandes en portefeuille, du 1^{er} trim. 2004 au 4^{ème} trim. 2011



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

2.2. Évolution des exportations de marchandises

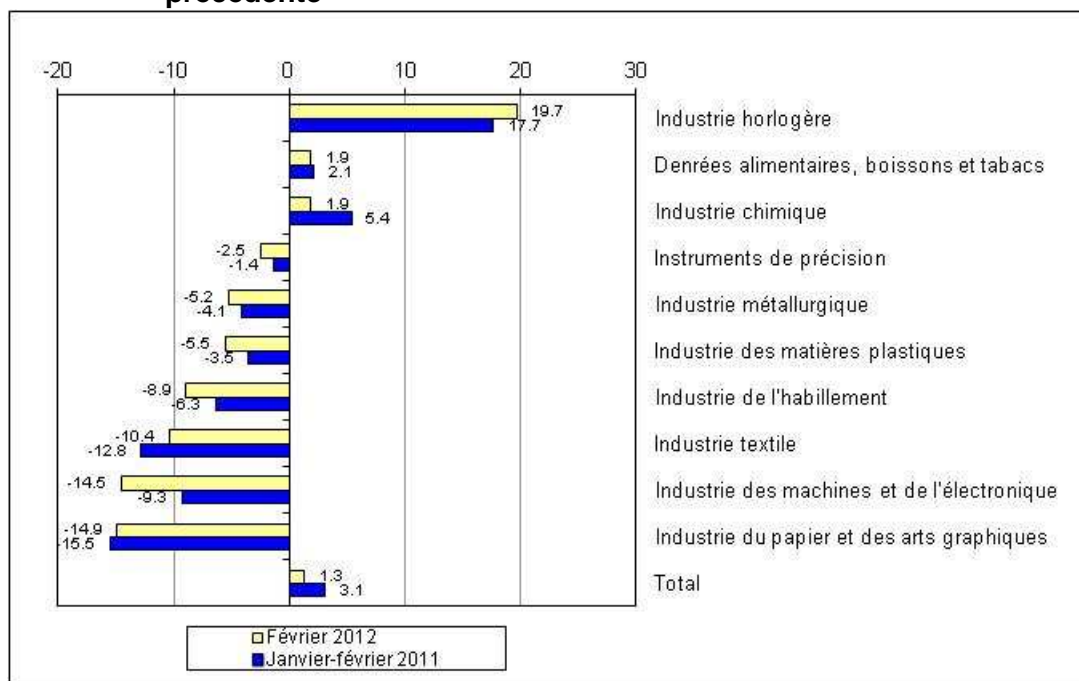
En février 2012, l'évolution des différentes branches exportatrices s'est avérée très disparate (Graphique 2.2.1). L'industrie horlogère, avec une croissance approchant les 20% par rapport à février 2011, a une fois de plus terminé largement en tête. A l'opposé, l'industrie du papier et des arts graphiques s'est effondrée de 15% pour accuser son 9^e recul consécutif à deux chiffres. Précisons qu'indépendamment de l'horlogerie, seules deux autres branches ont progressé, mais à un rythme néanmoins beaucoup plus modéré (+1,9%). Dans la chimie, la hausse est liée à la pharma et provient avant tout des médicaments (+9%) et des produits immunologiques (+1%). Les autres secteurs ont, à l'inverse, enregistré des résultats plutôt négatifs, à l'instar des corps colorants (-22%). Dans l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs, seuls les tabacs manufacturés (+12%) et le fromage (+6%) ont affiché des progressions. Tous les autres secteurs connaissent des revers. Les exportations de la métallurgie (fer et acier : -18% ; aluminium : -11%) se sont contractées de 5% et celles de l'industrie des machines et de l'électronique de 14,5%. Dans cette dernière, presque toutes les sous-branches ont enregistré un recul. Les machines textiles notamment ont chuté de 30%, suivies par les pompes et compresseurs ainsi que les articles électriques et électroniques (respectivement de -16 et -13%).

A l'échelle des continents, l'évolution des exportations s'est scindée en deux groupes. D'un côté, les exportations vers l'Amérique du Nord (+11% ; USA : +18%) ainsi que vers l'Amérique latine (+7% ; Mexique : +44%) et l'Asie (+6%) ont évolué très positivement. Notons que celles vers l'Arabie saoudite (+100%), le Qatar (+67%) et Hong Kong (+59%) ont fortement bondi. De l'autre côté, les exportations tant vers l'Inde (-32%), que le Japon (-12%) ou encore la Chine (-1%) se sont affichées en recul.

Les ventes à l'Afrique et à l'Océanie ont diminué de respectivement 19% et 5%. Les exportations à destination de l'Europe ont également reculé (-2%). Celles vers la Grèce (-37%), la Roumanie (-34%), la Turquie (-25%), l'Irlande (-24%), la Suède (-16%), l'Italie (-14%) et l'Autriche (-13%) ont

particulièrement souffert. A l'inverse, les exportations vers l'Allemagne se sont renforcées de 5% contre 20% pour le Royaume-Uni et 56% pour la Norvège.

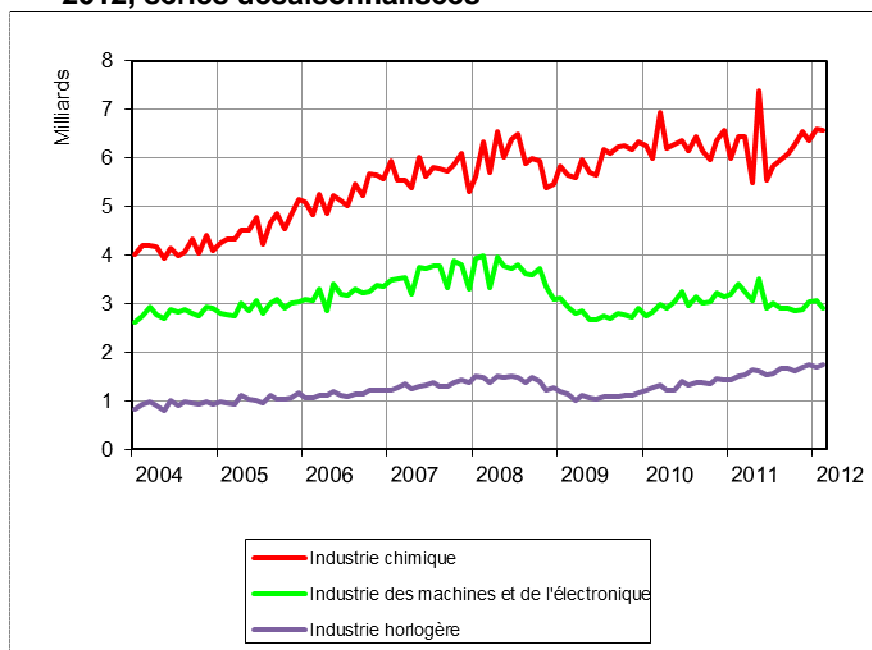
Graphique 2.2.1 : Exportations selon les branches en février 2012 et en janvier-février 2011, variations nominales (en %) par rapport à la même période de l'année précédente



Source : AFD.

Une analyse, en données désaisonnalisées, pour trois des plus « grands » secteurs exportateurs – la chimie, l'industrie des machines et de l'électronique, l'industrie horlogère – permet de mettre en évidence des situations et des trajectoires différenciées pour chacun d'eux. Ainsi, les exportations de l'industrie chimique – après s'être orientées sur une pente descendante en particulier dans la deuxième moitié de l'année 2008 – sont reparties, non sans soubresauts, sur une trajectoire haussière et ce, jusqu'en mars 2010 où un premier pic est atteint (Graphique 2.2.2). Depuis lors, elles se situent à un niveau relativement élevé – malgré de fortes irrégularités dans leur évolution – et atteignent un nouveau sommet absolu en mai 2011, et ceci avant de repartir à la baisse, puis à nouveau nettement à la hausse sur la période très récente... Quant à l'industrie horlogère, et si la crise de 2008-2009 lui avait fait temporairement perdre de sa superbe, ses exportations s'affichent depuis lors sur un trend clairement haussier. Malgré un franc fort et certaines incertitudes économiques, l'industrie horlogère continue à extrêmement bien se porter. Celle-ci a d'ailleurs régulièrement dépassé en 2011 les niveaux mensuels record enregistrés avant-crise. Ainsi, depuis mars 2011, et en données désaisonnalisées, ses exportations se situent la plupart du temps à un niveau plus élevé que le sommet, légèrement supérieur à 1,5 milliards de francs, atteint en juin 2008. Sur la période très récente, l'orientation reste, de plus, haussière avec à la clé un nouveau record mensuel absolu – avec 1,75 milliards de francs d'exportations – en février 2012. Du côté de l'industrie des machines et de l'électronique, et suite de la crise, la tendance a été, dans un premier temps, haussière. Néanmoins, l'industrie des machines et de l'électronique n'est jamais véritablement parvenue à revenir aux niveaux d'exportation réalisés avant-crise. En effet, celles-ci s'approchaient, par exemple, en mai 2011 de la barre des 3,5 milliards de francs, et ce alors qu'avant-crise, c'était parfois la barre des 4 milliards qui servait de référence. Depuis lors, la tendance est plutôt baissière et les exportations de l'industrie des machines et de l'électronique oscillent sur la période récente autour de la barre des 3 milliards de francs.

Graphique 2.2.2 : Exportations, valeurs nominales mensuelles, de janvier 2004 à février 2012, séries désaisonnalisées



Source : AFD.

Ainsi, si trois branches exportatrices (celles de l'horlogerie, de la chimie et des denrées alimentaires) enregistrent des résultats positifs en février 2012 – et plus généralement sur les deux premiers mois de l'année 2012 – l'ensemble des autres branches évoluent dans le rouge et certaines d'entre elles ne semblent guère en redémarrage, à l'instar de l'industrie du papier et des arts graphiques qui, comme nous l'avons déjà précédemment mentionné, enregistre en février 2012 un 9^e recul consécutif à deux chiffres. A cet égard, si le KOF pouvait récemment annoncer la fin du creux conjoncturel en Suisse, nous restons pour notre part beaucoup plus prudent. En effet, le franc demeure à un niveau très élevé, et ce même à un taux plancher de 1.20 franc pour un euro. De plus, le rythme des économies européenne et mondiale tendait plutôt à ralentir et il n'est pas sûr qu'on assiste à une véritable reprise prochainement, en particulier dans le cas européen. Les indicateurs demeurent très ambigus. En bref, certaines branches de l'industrie d'exportation helvétique vont continuer à évoluer positivement ou maintenir un niveau élevé d'activité. Nous pensons avant tout à l'industrie horlogère et dans une certaine mesure à l'industrie pharmaceutique. La première nommée est bien armée pour poursuivre sur sa lancée, la force du franc ne semblant pas un handicap pour une industrie qui évolue dans des produits haut, voire très haut-de-gamme – dans le hors prix ! – et qui, de plus, bénéficie d'une très bonne diversification internationale. Quant à l'industrie pharmaceutique suisse, ses revenus proviennent en grande partie des dépenses de santé et celles-ci vont continuer à croître à l'échelle mondiale à moyen-long terme. L'industrie pharmaceutique fait ainsi face à une demande peu sensible aux cycles économiques et devraient par conséquent continuer à relativement bien se porter ou au pire stabilisera ses exportations à un haut niveau. La situation ne devrait, par contre, pas véritablement s'améliorer pour les autres branches exportatrices de l'industrie helvétique et certaines d'entre elles pourraient continuer à connaître des mois difficiles...

2.3. L'hôtellerie-restauration et l'évolution des nuitées

Avec plus de 37,3 millions de nuitées, l'année 2008 avait été excellente pour le secteur de l'hôtellerie suisse. En 2009, la crise se faisait quelque peu sentir et celles-ci tombaient à un peu moins de 35,6 millions. En 2010, ce nombre rebondissait pour légèrement dépasser les 36,2 millions de nuitées, ce qui représente une augmentation de 1,7% par rapport à 2009, soit près de 619'000 nuitées supplémentaires. Pour l'année 2011, le rebond ne se confirme malheureusement

pas et le nombre de nuitées s'élève à 35,5 millions, ce qui représente une baisse de 2% (-722'000 nuitées) par rapport à l'année 2010. Les hôtes suisses affichent 15,8 millions de nuitées, ce qui correspond à une légère diminution de 0,1% (-13'000 nuitées). La demande étrangère enregistre 19,7 millions de nuitées, soit une baisse de 3,5% (-709'000 unités). Toutefois, seules les nuitées générées par les visiteurs en provenance du continent européen (sans la Suisse) accusent un recul, celui-ci correspond à 7,3% (-1,1 million d'unités). L'Allemagne génère une baisse de 609'000 nuitées (-10%), soit le recul absolu le plus prononcé de tous les pays de provenance. Suivent le Royaume-Uni (-154'000 nuitées / -8,3%), les Pays-Bas (-142'000 / -14%), l'Italie (-67'000 / -6,2%) et la Belgique (-64'000 / -8,6%). La France affiche une baisse de 55'000 nuitées (-3,8%). De son côté, la Russie génère une hausse de 46'000 nuitées (+9,8%).

L'ensemble des autres continents affichent, par contre, des croissances dont la plus importante est générée par l'Asie (+349'000 nuitées / +13%). La Chine (sans Hongkong) génère la plus grande augmentation absolue de nuitées de tous les pays de provenance soit 191'000 unités supplémentaires (+47%). Elle est suivie par l'Inde (+68'000 nuitées / +17%) et la République de Corée (+32'000 nuitées / +24%). De son côté, le Japon accuse une baisse de 27'000 nuitées (-5,4%). Pour ce qui est du continent américain, la hausse se monte à 28'000 nuitées (+1,4%). Le Brésil augmente de 26'000 unités (+15%). Néanmoins, les Etats-Unis subissent une baisse de nuitées (-14'000 unités / -0,9%). Le continent océanique affiche une hausse de nuitées correspondant à 18'000 (+7%) et le continent africain une croissance de 13'000 unités (+4,7%).

En 2011, les régions touristiques suisses connaissent des évolutions contrastées. Parmi les treize régions touristiques, sept affichent des résultats en baisse par rapport à 2010. Ce sont les régions de montagnes qui affichent les baisses les plus marquées. Les Grisons accusent une diminution de 442'000 nuitées (-7,6%), soit le repli absolu le plus important. Le Valais et l'Oberland bernois subissent également des fléchissements respectifs de 187'000 (-4,4%) et 93'000 nuitées (-2,5%). Le Tessin accuse également une baisse, celle-ci correspond à 115'000 nuitées (-4,6%). En revanche, deux régions citadines génèrent les hausses les plus importantes, ce sont la région zurichoise avec 133'000 nuitées supplémentaires (+2,6%) et Genève avec 38'000 nuitées de plus (+1,3%). Suit la région Jura & Trois-Lacs avec une augmentation de 32'000 nuitées (+4,5%).

Notons finalement que le nombre cumulé des nuitées de janvier à février 2012 se chiffre à 5,8 millions, ce qui représente une baisse de 1,4% (-82'000 nuitées) par rapport à la même période de l'année précédente. Avec un total de 3 millions de nuitées, la demande étrangère présente une baisse de 6,1% (-194'000 unités). Quant à la demande indigène, elle enregistre 2,8 millions de nuitées, soit une augmentation de 4,2% (+112'000 nuitées).

En bref, tant que le franc suisse évoluera à un niveau élevé, en particulier par rapport à l'euro, la branche touristique suisse peinera à voir le bout du tunnel. En effet, un franc suisse trop fort va continuer à décourager les visiteurs européens à passer leurs vacances en Suisse. Observons, dans le même temps, que la force du franc constitue, pour le citoyen suisse, une sérieuse incitation à séjourner hors de nos frontières.

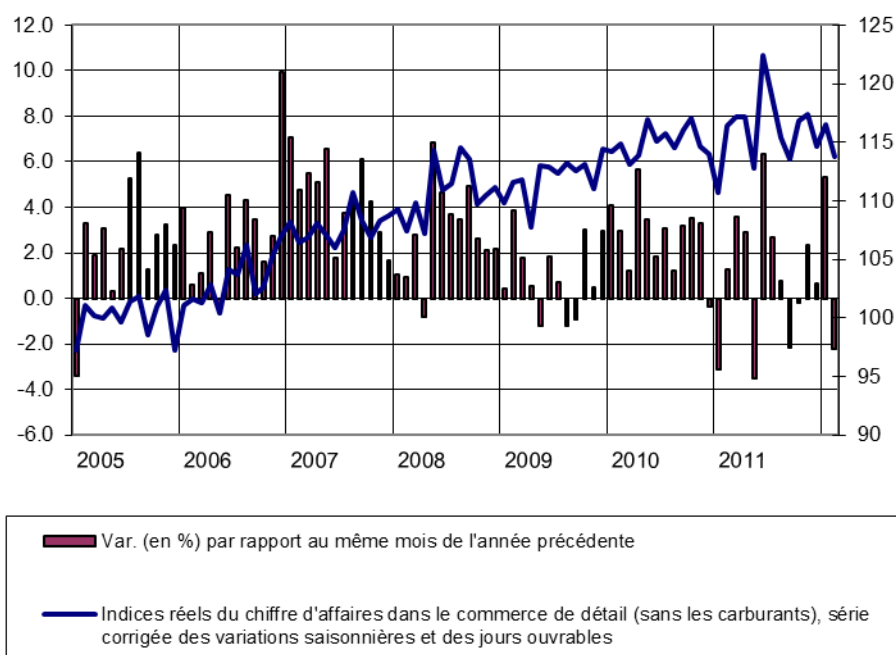
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur

Sur le front de la demande intérieure, le secteur de la construction devrait continuer à évoluer positivement au cours des prochains mois. Quant au commerce de détail, son évolution en 2012 pourrait être relativement semblable à celle de 2011 et se concrétiser par une croissance positive mais très modérée du chiffre d'affaires réel.

3.1. Le commerce de détail

L'analyse d'une série corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables du chiffre d'affaires du commerce de détail (hors carburants) nous montre, depuis 2005, un indice réel tendanciellement haussier (Graphique 3.1.1). Sur la période récente, et après avoir atteint un sommet inégalé en juin 2011, le trend est plutôt orienté à la baisse. Notons qu'en termes réels, et en comparaison annuelle, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail (sans les carburants) du mois de février 2012 se situe d'ailleurs à un niveau légèrement inférieur (-2,2%) à ce qu'il était une année auparavant. L'année est encore cependant longue et, même désaisonnalisés, les mouvements connaissent – de mois en mois – une certaine ampleur dans le commerce de détail.

Graphique 3.1.1 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail, indices réels, série désaisonnalisée et corrigée des jours ouvrables, de janvier 2005 à février 2012



Source: OFS.

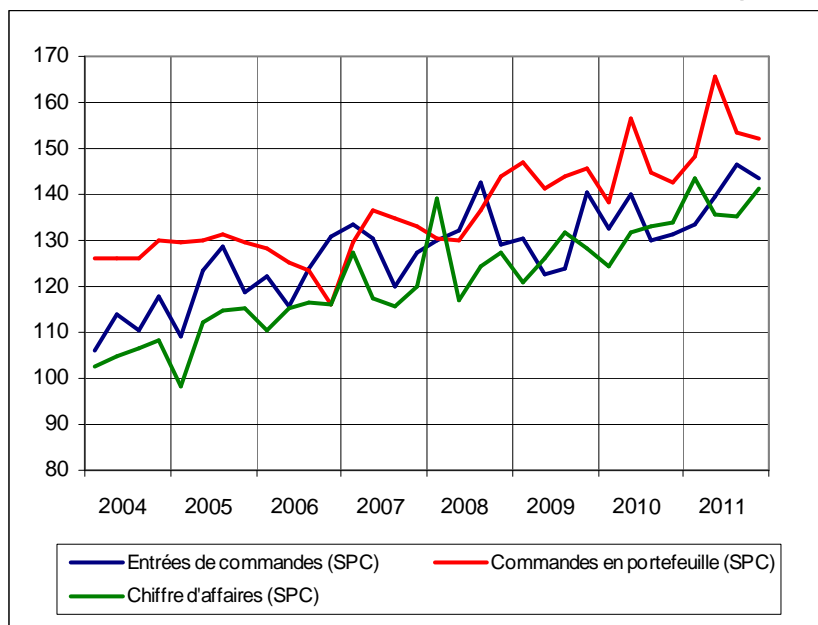
Si en 2011, les activités dans le commerce ont souffert de l'érosion des prix et d'un tourisme d'achats à l'étranger, les mêmes maux devraient continuer à se faire sentir en 2012. L'immigration, cependant, compensera et continuera à jouer un rôle positif : même en recul, celle-ci devrait rester à un niveau élevé. En bref, le commerce de détail pourrait vivre une année 2012 relativement identique à celle de 2011 et enregistrer une croissance très modérée de son chiffre d'affaires réel.

3.2. Le secteur de la construction

La bonne marche des affaires dans le secteur de la construction ne devrait pas s'estomper. Le carnet de commandes reste, en effet, bien rempli. Si la tendance est globalement haussière depuis 2004, que ce soit au niveau du chiffre d'affaires, des entrées de commandes ou encore des commandes en portefeuille (Graphique 3.2.1), la période récente comprend des situations diverses. Une analyse en données désaisonnalisées du chiffre d'affaires et des commandes dans le secteur principal de la construction (SPC) nous montre que l'indice lié aux entrées de commandes connaissait un sommet historique au troisième trimestre 2011 et qu'aujourd'hui, même légèrement en retrait, l'indice continue à évoluer à un très haut niveau. L'indice lié aux commandes en portefeuille avait enregistré un pic inégalé au deuxième trimestre 2011. Depuis lors, il s'affiche en baisse, néanmoins et à l'instar de l'indice des entrées de commandes, il demeure en comparaison historique, à un niveau très élevé. L'indice du chiffre d'affaires est reparti à la hausse – après avoir connu deux trimestres de baisse – et s'approche de très près du sommet absolu atteint au premier trimestre 2011. En

bref, l'ensemble des indicateurs dans le SPC, même pour ceux en retrait, continuent à évoluer à des très hauts niveaux historiques. Corollairement, l'emploi continue-t-il à évoluer positivement dans la construction ?

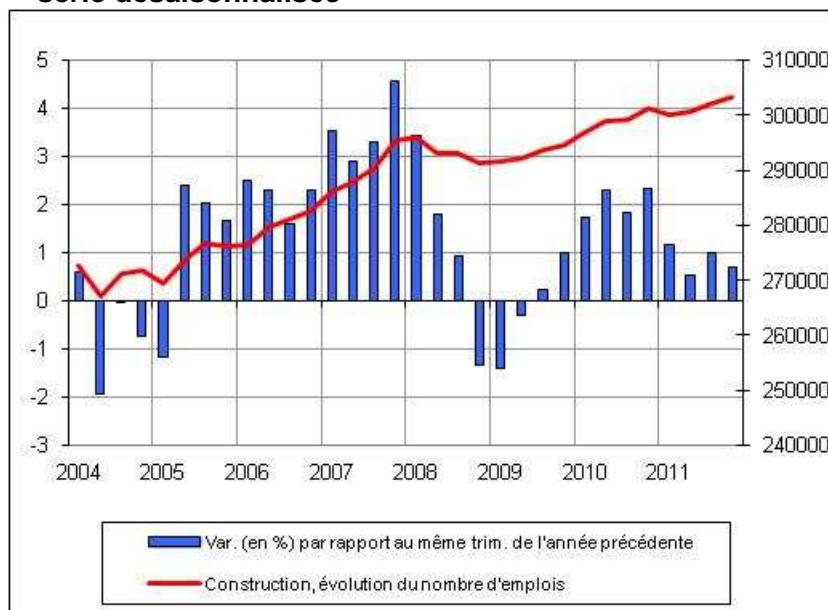
Graphique 3.2.1 : Évolution du chiffre d'affaires, des entrées et des commandes en portefeuille pour le secteur principal de la construction (SPC), du 1^{er} trim. 2004 au 4^{ème} trim. 2011, séries désaisonnalisées (T1 1996 = 100)



Source : SSE/SBV.

Du point de vue de l'emploi (en équivalents plein temps) – et cette fois pour l'ensemble du secteur de la construction – la tendance est à la hausse depuis fin 2008 (Tableau 3.2.2). Si un sommet pour l'ensemble de la période (2004-2011) semblait avoir été atteint lors du premier trimestre 2008, il a été dépassé dès le premier trimestre 2010 ! En données désaisonnalisées, on passe même pour la première fois la barre des 300'000 emplois au 4^{ème} trimestre 2010 ! Si, par la suite, l'emploi reculait très légèrement, il est reparti sur la période très récente à la hausse. Au quatrième trimestre 2011, il atteint même un nouveau sommet absolu puisque le secteur de la construction pris dans son ensemble dépasse les 303'000 emplois en équivalents plein temps.

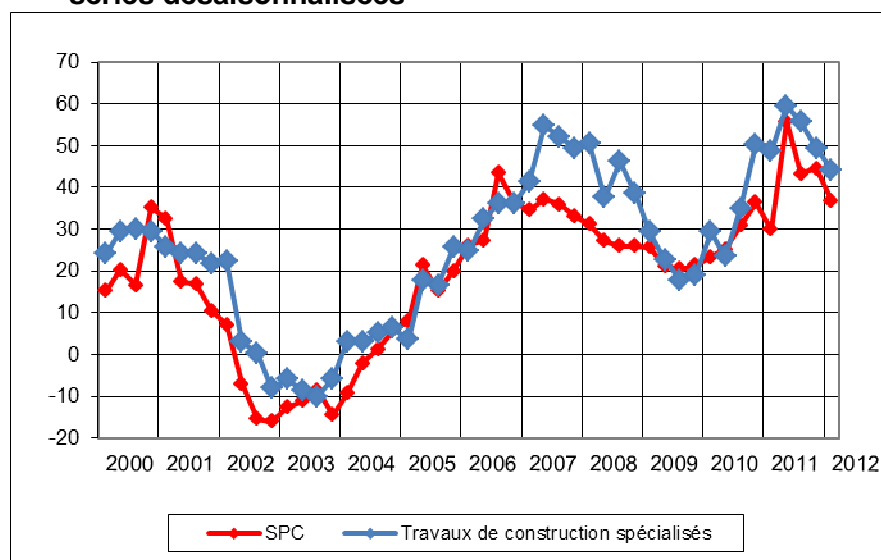
Graphique 3.2.2 : Construction, évolution des emplois (en équivalents plein temps), série désaisonnalisée



Source : OFS.

Que nous disent les indicateurs du KOF sur le climat des affaires tant pour le secteur principal de la construction que pour les travaux de construction spécialisés ? Ceux-ci évoluent toujours à des niveaux relativement élevés en comparaison historique, et ce même s'ils s'affichent en baisse sur la période récente (Graphique 3.2.3).

Graphique 3.2.3 : Climat des affaires, jugements, évolution, 1^{er} trim. 2000 au 1^{er} trim. 2012, séries désaisonnalisées



Source : KOF.

Le secteur de la construction évolue toujours à des très hauts niveaux d'activité. De plus, et comme nous l'avons vu, le carnet de commandes demeure extrêmement bien garni. Le secteur devrait continuer à bien se porter au cours des prochains mois. Les experts de la SSE/SBV dans leur dernière enquête trimestrielle se montrent d'ailleurs optimistes, du moins pour les six prochains mois. Seule ombre au tableau, les activités liées à la construction industrielle et commerciale ne devraient pas redémarrer de sitôt. En effet, la force du franc et les incertitudes économiques dans le monde –

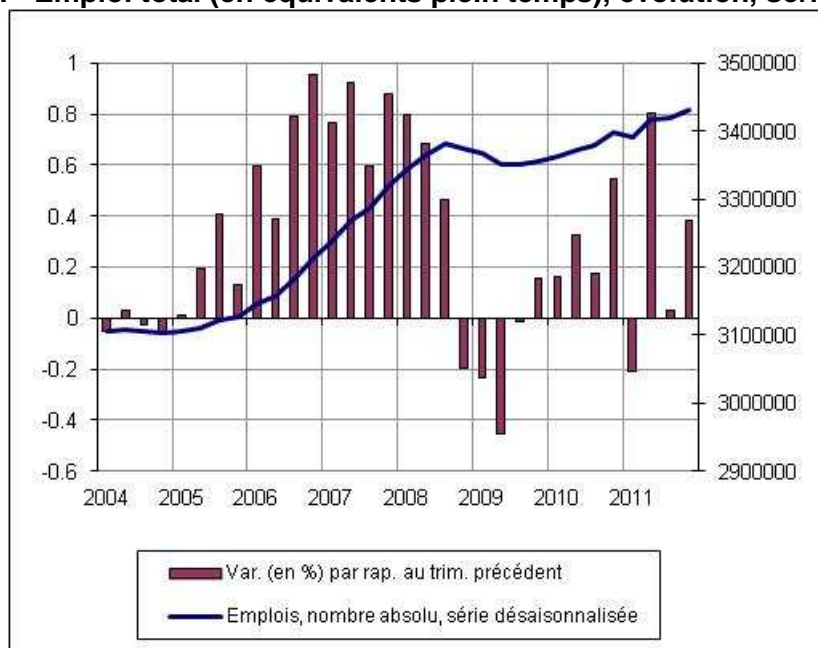
et plus particulièrement en Europe – freinent quelque peu la propension à investir des entreprises. Par contre, les activités liées à la construction de logement – qui jouent un rôle moteur puisqu’elles représentent, grosso modo, la moitié des dépenses effectuées dans l’ensemble du secteur de la construction – devraient continuer à évoluer très positivement. En effet, l’environnement – avec des taux d’intérêt bas et un solde migratoire toujours positif – demeure des plus favorables. De plus, le potentiel à construire en Suisse reste bien présent, en particulier si l’on considère la situation dans les grandes agglomérations où le prix des loyers explose et les taux de vacance ne cesse de se réduire. Les activités dans le génie civil devraient également continuer à stimuler la conjoncture dans la construction. En bref, si aucun événement majeur ne vient bousculer le secteur, la bonne marche des affaires devrait se poursuivre...

4. Le marché de l’emploi et le chômage

4.1. Évolutions récentes de l’emploi et du chômage

L’emploi total (en équivalents plein temps et compris ici comme l’addition des secteurs secondaire et tertiaire) affiche une tendance globalement haussière depuis le milieu de la décennie 2000 déjà. Il connaît un premier sommet au troisième trimestre 2008 (Graphique 4.1.1). La crise survient alors et l’emploi total régresse pendant quatre trimestres consécutivement. À fin 2009, une nouvelle dynamique émerge et l’emploi s’affiche à nouveau en croissance. Malgré certains soubresauts, en particulier au premier trimestre 2011, la tendance est à nouveau haussière et le sommet atteint au troisième trimestre 2008 est dépassé dès le dernier trimestre 2010. Depuis lors, et à l’exception du premier trimestre 2011, l’emploi est reparti sur une pente ascendante. Au quatrième et dernier trimestre 2012, un nouveau sommet absolu est ainsi atteint. A cette date, l’économie suisse emploie plus de 3,43 millions de personnes en équivalents plein temps.

Graphique 4.1.1 : Emploi total (en équivalents plein temps), évolution, série désaisonnalisée



Source : OFS.

Une analyse plus fine, en données brutes et par rapport au même trimestre de l’année précédente, nous montre qu’au quatrième trimestre 2011, l’emploi total (en équivalents plein temps) a enregistré une croissance de 1%. Tous les grands secteurs de l’économie ont continué à croître : l’emploi dans le tertiaire a augmenté de 1,1%, dans la construction de 0,7% et de 1,1% dans l’industrie manufacturière prise dans son ensemble (Tableau 4.1.1). Ces croissances sont néanmoins légèrement moindres que celles réalisées au troisième trimestre 2011, et ce toujours en comparaison avec le

même trimestre de l'année précédente. Dans l'industrie manufacturière, les secteurs ont évolué de manière différenciée. À la suite de la crise qui les avait durement touchés, les différents secteurs de l'industrie MEM ainsi que l'horlogerie bénéficient toujours d'un effet de reprise. La fabrication de produits métalliques affiche une progression de 1,5% au quatrième trimestre 2011, et ce par rapport au même trimestre de l'année précédente, alors que la fabrication de machines et d'équipements voit son emploi croître de 1%. Quant à la fabrication de produits électriques et horlogerie, elle enregistre une solide croissance de 5,1%. Cet effet de reprise devrait néanmoins sérieusement s'atténuer dans le cas des différents secteurs de l'industrie MEM. En effet, le franc évolue toujours à un haut niveau et le climat économique dans le monde – et surtout en Europe – demeure des plus incertains. Les autres secteurs traditionnels, à l'instar l'industrie du bois et du papier (avec l'imprimerie) qui est en perte de vitesse depuis un certain déjà, continueront à connaître des difficultés. Le résultat obtenu par l'industrie chimico-pharmaceutique, avec un recul de 2%, est plus surprenant. Observons qu'une analyse plus fine nous montre que c'est surtout l'industrie chimique traditionnelle qui voit son emploi évoluer d'une manière très négative alors que l'emploi est encore en croissance dans le secteur de l'industrie pharmaceutique. Sur la période récente, les gains d'emplois dans le secteur pharmaceutique ne compensent donc plus les pertes d'emplois subies dans la chimie traditionnelle. En bref, la situation reste difficile et seuls les secteurs de l'horlogerie et de la pharma continueront à tirer leur épingle du jeu.

Notons enfin que l'hébergement-restauration voit son emploi évoluer négativement (-3,0%) alors que le commerce de détail enregistre également un recul (-0.9%). Observons que le premier nommé est directement pénalisé par la force du franc suisse -- les touristes, en particulier européens, délaissent de plus en plus nos contrées – alors que le second nommé la subit plus indirectement. En effet, un franc fort incite les consommateurs d'Helvétie à effectuer leurs achats à l'étranger. Le phénomène est plus particulièrement marqué dans les régions frontalières.

Quant à l'évolution future de l'emploi, et à l'instar du trimestre précédent, les indicateurs avancés de l'OFS demeurent positifs mais s'orientent cependant à la baisse. En bref, la croissance de l'emploi devrait ralentir mais rester positive. Comment la situation a-t-elle évolué sur le front du chômage ? En données brutes, et selon les relevés du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), à fin mars 2012, 126'392 personnes étaient inscrites au chômage auprès des offices régionaux de placement (ORP), soit 6'762 de moins que le mois précédent. Le taux de chômage a diminué, passant de 3,4% en février 2012 à 3,2% pendant le mois sous revue. Le chômage a diminué de 8'513 personnes (-6,3%) par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

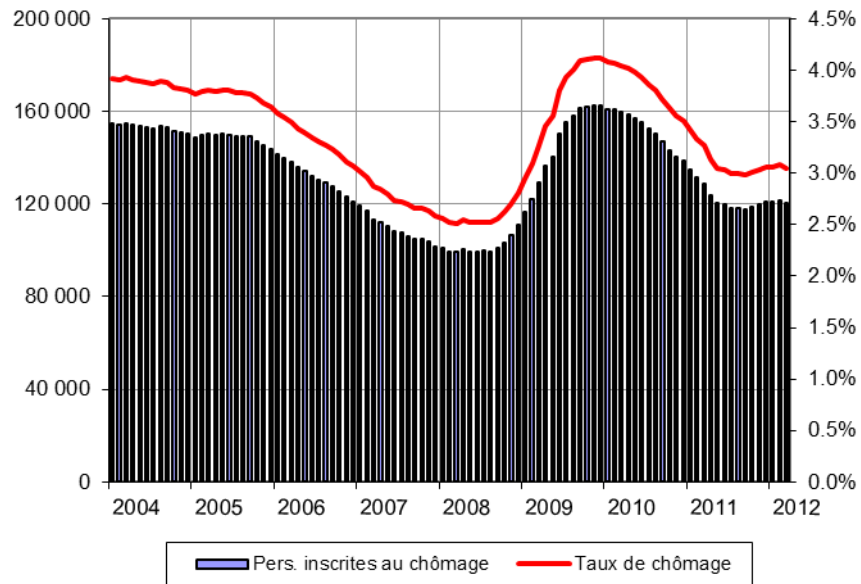
Tableau 4.1.1 : Emplois, en nombre absolu, et évolution (en équivalents plein temps) dans quelques secteurs

Secteurs d'activité	Emplois, en milliers, 4^{ème} trim. 2011	Var. (en %) 3^{ème} trim. 2011 par rap. 3^{ème} trim. 2010	Var. (en %) 4^{ème} trim. 2011 par rap. 4^{ème} trim. 2010
<i>Ind. alimentaires et du tabac</i>	59.5	-0.3	-1.1
<i>Industries du bois et du papier ; imprimerie</i>	67.8	-1.3	-2.3
<i>Industrie chimico-pharmaceutique</i>	64.7	-2.0	-2.0
<i>Fabrication de produits métalliques</i>	95.7	2.0	1.5
<i>Fabrication de produits électroniques ; horlogerie</i>	104.9	5.3	5.1
<i>Fabrication de machines et d'équipements</i>	82.6	1.4	1.0
<i>Construction</i>	300.8	1.0	0.7
<i>Commerce de détail</i>	255.5	-1.5	-0.9
<i>Hébergement et restauration</i>	173.5	-3.4	-3.0
<i>Industrie manufacturière dans son ensemble</i>	630.9	1.1	0.8
<i>Tertiaire</i>	2'456.9	1.2	1.1
<i>Total</i>	3'431.9	1.2	1.0

Source : OFS.

Une analyse en données désaisonnalisées, c'est-à-dire corrigées des variations saisonnières et calculées par le SECO, montre, dans l'après-crise, une courbe de chômage tout d'abord orientée à la baisse, puis qui se stabilise et oscille sur la période récente autour de la barre des 3% (Tableau 4.1.2). Précisons que si le taux de chômage désaisonnalisé s'approche de la barre des 3% peu avant l'été 2011, il ne descendra que très légèrement au-dessous de cette barre qu'entre juillet et septembre. Face à un franc toujours fort et à un climat économique toujours incertain, en particulier au niveau européen, ce taux pourrait néanmoins s'afficher à nouveau en légère hausse dans les prochains mois.

Graphique 4.1.2 : Personnes inscrites au chômage et taux de chômage, séries désaisonnalisées



Source: SECO.